

UN-REDD PROGRAMME



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme national Rapport annuel

Côte d'Ivoire

Programme ONU-REDD

Janvier-décembre 2017

Conformément à la décision du Conseil d'orientation, ce document ne sera pas imprimé sur papier afin de réduire au minimum l'impact des processus du Programme ONU-REDD sur l'environnement et de contribuer à la neutralité climatique. Les documents des réunions du Programme ONU-REDD sont disponibles sur Internet aux adresses suivantes : www.unredd.net ou www.un-redd.org.

1. Identification du Programme national

Titre du Programme national	Programme National d'appui au processus REDD+ en Côte d'Ivoire
Partenaires de mise en œuvre ¹	
Organisations participantes	FAO – PNUD – PNUE

Calendrier du projet			
Durée du programme	3 ans	Échéance d'origine ²	30 Septembre 2017
Date de la signature du Document	02/12/2014	Prolongement sans frais	30 Avril 2018
Date du premier transfert de fonds ³		Échéance actuelle	30 Avril 2018

Résumé financier (en USD) ⁴			
Agence de l'ONU	Budget approuvé pour le Programme ⁵	Montant transféré ⁶	Dépenses cumulées jusqu'au 31 décembre 2017 ⁷
FAO	1.495.000	1.495.000	1 289 974
PNUD	1.165.000	1.165.000	1 196 007
PNUE	340.000	340.000	228 652
Frais de soutien indirects (7 %)	210.000	210.000	106 304 (FAO, PNUE) 90 298 (FAO)
Total	3.210.000	3.210.000	2 910 306 (sans les 7% du PNUD)

1 Ces organisations sont soit sous-traitantes de l'Unité de Gestion des programmes soit organisations officiellement identifiées dans le Document de Programme national comme étant responsables de la mise en œuvre d'un aspect particulier du projet.

2 L'échéance d'origine telle qu'elle est donnée dans le Document de Programme national.

3 Conformément à ce qui figure sur le portail du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs (MPTF Office Gateway) <http://mptf.undp.org>

4 Les informations financières soumises doivent inclure les frais indirects, les coûts associés au suivi et à l'évaluation, ainsi que les autres frais connexes. Les informations sur les dépenses sont non officielles. Les informations financières officielles certifiées sont fournies par le siège des Organisations de l'ONU participantes au plus tard le 30 avril et sont accessibles sur le portail du Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs ou MPTF Office GATEWAY (<http://mptf.undp.org/factsheet/fund/CCF00>).

5 Le budget total pour la durée entière du Programme est précisé dans le formulaire de soumission signé et dans le Document de Programme national.

6 Le montant transféré à l'organisation d'ONU participante par le Fonds d'affectation multidonateur de l'ONU-REDD.

7 Somme des engagements et déboursements

Signatures des organisations de l'ONU désignées ⁸			Signature de l'homologue de l'État
FAO	PNUD	PNUE	
[Signature]	[Signature]	[Signature]	[Signature]
Date et nom complet des signataires :			
[Date]	[Date]	[Date]	[Date]
Germain Dasylva	Luc Grégoire	Angèle Luh	Ernest Kouame Ahoulou

8 Chaque organisation de l'ONU doit nommer un ou plusieurs points focaux pour signer le rapport. Veuillez vous référer au document du Cadre de planification, suivi et reporting du Programme de l'ONU-REDD

2. Notification des progrès

2.1 Accomplissements

- **National REDD+ Strategies/Action Plans**

Le Programme National ONU-REDD par son appui a permis à la Côte d'Ivoire d'élaborer et finaliser sa stratégie nationale REDD+. La première version de la stratégie nationale REDD+, présentée à la COP 22 (Marrakech) a été finalisée en septembre 2017 et adoptée le 03 novembre 2017 par le Gouvernement ivoirien en Conseil des Ministres. Ce document a été officiellement présenté par Mme la Ministre de la Salubrité et de l'Environnement et du Développement Durable, à la COP 23 à Bonn.

Ce résultat clé de la mise en œuvre du mécanisme REDD+ en Côte d'Ivoire a été obtenu avec l'ensemble des parties prenantes nationales et internationales. En effet, une vingtaine de rencontres d'échanges et d'analyse ont permis de prendre en compte les commentaires et recommandations des parties prenantes.

L'appui du Programme ONU-REDD a permis aussi le renforcement du cadre institutionnel avec la mise en place d'une commission nationale REDD+, composée de trois organes : le comité national, le comité technique interministériel et le Secrétariat Exécutif. Elle a contribué à la finalisation et l'adoption de la stratégie nationale.

- **FREL/FRL**

Le document de NRF a été soumis à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques en janvier 2017, révisé durant la période allant de mars 2017 à novembre 2017 puis publié. La mise en cohérence des inventaires de gaz à effet de serre, du rapport biennal actualisé et du niveau de référence a été rendu possible grâce à l'appui technique des experts du programme ONU-REDD au processus MNV et à l'IGES AFAT qui a eu lieu en octobre 2017.

- **SNSF**

L'appui du Programme ONU-REDD a permis de renforcer les capacités de la cellule S&MNV en termes de personnel, de matériel et de formation, et en vue du développement des piliers pour la construction du système national de surveillance des forêts :

- Ainsi, pour le pilier inventaire forestier, un inventaire de biomasse forestière a été réalisé et les facteurs d'émissions de la déforestation propres au pays ont été déterminés⁹. La méthodologie de ce premier inventaire pilote devrait être mise à profit pour l'inventaire forestier national prévu dans le courant de 2018.
- Pour le système de surveillance spatiale des terres, la cartographie de la dynamique forestière (1986-2000-2015) a été réalisée grâce à l'appui du Programme ONU-REDD¹⁰. La cellule S&MNV de SEP-REDD+ continue à travailler sur les cartes afin de les affiner et de les finaliser en 2018.
- Pour l'IGES, le niveau de référence a été élaboré et le pays s'organise pour mettre en cohérence les différents IGES produits au niveau national pour les différents rapports officiels à produire pour le pays.

- **SIS**

Un Groupe de Travail (GT) sur les Garanties a été officiellement lancé en novembre 2017 et est fonctionnel. L'analyse des risques et bénéfices des politiques et mesures REDD+ telles que déclinées dans la Stratégie Nationale a été conduite et la clarification des préconisations de la CCNUCC (« les garanties de Cancun ») dans le contexte national entamé au sein du GT. Ces efforts aboutiront à la finalisation des éléments de conception du SIS en avril 2018. La planification pour l'élaboration du premier Sommaire d'Information sur les Garanties a également été initiée.

⁹ Voir : <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/58c8dddf-9a2b-40e0-9317-dfacd9eb3715/>

¹⁰ Voir <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/aa3ef3f2-e2fc-47ad-b028-e6101c8f5503/>

2.2 Défis et solutions

Des insuffisances dans la gouvernance et la gestion financière du SEP-REDD+ et le remaniement d'une partie de son personnel ont occasionné des retards importants dans la mise en œuvre des activités du PTBA 2017.

La réorganisation de la structure, l'adaptation du PTBA en fonction de l'avancement des activités planifiées et une extension de la durée de mise en œuvre du programme national jusqu'en Avril 2018 ont été les solutions adoptées.

3. Commentaires de l'État et des entités non-étatiques

3.1 Commentaires de l'État

Les homologues de l'État doivent donner leur point de vue et des informations complémentaires supplémentaires non incluses dans l'évaluation globale des progrès. [500 mots]

Dans l'ensemble le mécanisme REDD+ en Côte d'Ivoire évolue très bien, avec déjà des actions concrètes sur le territoire national. L'un des points majeurs à intégrer dans le processus est de définir l'ensemble des indicateurs de suivi-évaluation clés secteur par secteur (Public, Privé, ...) liés aux programmes et projets développés dans l'ensemble de ces secteurs d'activités afin de s'assurer que l'ensemble des programmes et projets développés et/ou en cours de développement et qui seront mis en œuvre intègrent parfaitement l'ensemble des objectifs de la REDD+ selon les spécificités de chaque secteur et qu'une fois les financements disponibles, leurs mises en œuvre contribueront à l'atteinte de manière directe ou indirecte des objectifs et résultats attendus du mécanisme REDD+. Cela permettra de verdir d'avantage les Plans Nationaux de Développement à venir qui regroupent la majeure partie des Programmes et Projets qui seront réalisés à l'échelle nationale.

3.2 Commentaires des entités non-étatiques

Les parties prenantes de la société civile doivent donner leur point de vue et des informations complémentaires supplémentaires (veuillez demander un résumé des travaux des comités et plates-formes des parties prenantes existants). [500 mots]

L'Observatoire Ivoirien pour la gestion durable des Ressources Naturelles (OI-REN), mis en place en 2014, est une plateforme de la société civile engagée dans les processus REDD+ et FLEGT. En 2017, des difficultés de fonctionnement internes n'ont pas permis à l'OI-REN de bénéficier véritablement des appuis financiers du Programme ONU-REDD. Cependant, après plusieurs rencontres facilitées par le PNUD et le SEP-REDD+, l'OI-REN a tenu son Assemblée générale le août 2017, sur fonds propres, en présence du Facilitateur APV-FLEGT, du représentant du SEP-REDD+ et du représentant du Secrétariat Technique Permanent FLEGT. Cette Assemblée générale s'est soldée par trois faits marquants : le passage de l'OI-REN, du statut informel au statut formel ; l'élection d'un Président ; le renouvellement des organes. Par ailleurs, l'OI-REN a bénéficié d'une formation sur les procédures de financements et de gestion des projets, aussi bien des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) que de l'Etat de Côte d'Ivoire. Ces formations ont contribué à améliorer l'efficacité de la participation de l'OI-REN aux différents échanges lors des ateliers de réflexions, dans le cadre du Programme ONU-REDD. L'OI-REN a validé la présentation du bilan 2017 du Programme ONU-REDD, sous réserve de la prise en compte des recommandations, notamment l'exposé des difficultés rencontrées, les leçons apprises et les perspectives pour 2018, sur la base des leçons apprises au cours de l'année 2017.

4. Matrice des résultats

Résultat 1 : La coordination et l'implication des parties prenantes sont renforcées			
<input type="checkbox"/> Résultat accompli ;	<input checked="" type="checkbox"/> Sur la bonne voie pour réaliser ce résultat ;	<input type="checkbox"/> Retards minimes escomptés <input type="checkbox"/> Mesures correctives en place	<input checked="" type="checkbox"/> Retards importants escomptés <input checked="" type="checkbox"/> Mesures correctives en place
<p>Progrès sur la voie de la réalisation des résultats : Le programme national est entièrement opérationnel, avec la tenue régulière des réunions du comité de pilotage, du comité national et du comité interministériel. Par ailleurs, le SEPRED+ est renforcé par l'assistant administratif et financier et le chargé des opérations. Finalement, les organismes de la société civile se sont structurés autour de la plateforme OI-REN leur permettant par la suite de pleinement participer au processus REDD+.</p>			

Extrait 1 : Gestion nationale du processus REDD+ et du programme ONU-REDD en Côte d'Ivoire			
Indicateurs de résultats	Base de référence	Objectif annuel	Progrès vers l'objectif
<ul style="list-style-type: none"> Deux Réunions du Comité de Pilotage du PN. 	<ul style="list-style-type: none"> 2 Réunions du Comité de Pilotage annuelles 	<ul style="list-style-type: none"> Le comité de pilotage du programme national ONU-REDD se réunit deux fois par an Le plan de travail budgétisé annuel 2017 du programme est approuvé. 	<ul style="list-style-type: none"> Le comité de pilotage du programme ONU-REDD s'est réuni en Janvier 2017. Le plan de travail budgétisé annuel 2017 du programme a été approuvé par le comité de pilotage. Des retards dans la mise en œuvre des activités ont été observés suite à la revue approfondie de la Banque mondiale et les changements dans la structure du SEP-REDD+. Quelques activités comme l'élaboration du système d'information sur les sauvegardes, l'intégration de la stratégie dans les politiques sectorielles ont été

			<p>directement impactées par ce retard. Un Comité de Pilotage s'est réuni en Mai 2017 pour adapter le programme d'activités et son budget. Ce comité a servi aussi à valider la demande de prorogation sans coût complémentaire du programme jusqu'en Avril 2018.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La gestion quotidienne du programme par le SEP-REDD+ et le suivi assuré par l'équipe ONU-REDD (à travers trois missions d'appui technique réalisées en 2017) ont contribué à l'amélioration du déboursement du programme et l'atteinte des résultats.
--	--	--	---

Évaluation vers les extraits :

Les prérogatives et les instances nécessaires au fonctionnement du processus REDD+ sont en place permettant ainsi au programme national de fonctionner selon les dispositions préalablement identifiées.

Extrait 2 : Renforcement de l'équipe nationale de gestion			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Le Chargé des Opérations est recruté et affecté au sein du Secrétariat Exécutif Permanent REDD+ • Un assistant administratif et financier est recruté et affecté au sein du SEP REDD+ 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun appui technique et organisationnel international permanent au sein du SEP REDD+ • Aucun appui administratif/financier permanent au sein du SEP REDD+ 	<ul style="list-style-type: none"> • Le CTP travaille à temps plein dans le pays et en parfaite collaboration avec le SEP REDD+ et les agences du programme ONU-REDD • L'assistant administratif et financier travaille à temps plein dans le pays et en parfaite collaboration avec le CTP, le SEP REDD+ et les agences du programme ONU-REDD 	<ul style="list-style-type: none"> • L'assistant administratif et financier ainsi que le Chargé des Opérations sont recrutés et sont opérationnels. • Le CTP a travaillé en collaboration avec le SEP REDD+ et les agences du programme ONU-REDD entre Janvier et mi-Août. • Un nouveau CTP a été recruté en mi-décembre pour la finalisation du

			<p>programme en Avril 2018</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le consultant national a assuré l'intérim pendant 3 ½ mois • Le protocole d'accord sur la communication établi et l'édition de supports et outils de communication sur la REDD+ ainsi que la publication de documents ont contribué à assurer la visibilité du programme et mutualiser les résultats et expériences acquises.
--	--	--	---

Évaluation vers les extrants :

L'équipe de mise en œuvre et de gestion du processus a été renforcée et le mécanisme de gestion institutionnelle du programme est opérationnel depuis le début de l'année 2015. Le recrutement d'un Assistant administratif et financier techniquement qualifié et du Chargé des Opérations / CTP qui participent activement à la gestion du PN est effectif depuis 2016.

Extrant 3 : Renforcement de l'engagement multipartenaire autour de la REDD+			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Fonctionnement de la plateforme FLEGT/REDD+ de la société civile avec une influence tangible sur le processus national REDD+ • Degré de dialogue de politiques, interministériel et avec les bailleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • La plateforme FLEGT/REDD+ de la société civile est encore dans un processus de constitution et de structuration interne • Le Plan d'engagement des parties prenantes est en formulation • Le rôle du SEPRED est pour l'instant circonscrit à la planification du R-PP et à la mobilisation financière 	<ul style="list-style-type: none"> • Structuration interne de la société civile renforcée La plateforme FLEGT/REDD+ de la société civile alimente activement et régulièrement le processus national REDD+ • Formation de l'équipe de gestion de l'application Web sur son utilisation • Renforcement des capacités techniques de la société civile 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins deux réunions ont été organisées pour échanger sur les difficultés rencontrées par la plateforme pour le renforcement de sa structuration interne. Suite à ces rencontres de médiation, une assemblée générale, financée sous ressources propres, a permis à l'Observatoire Ivoirien pour la gestion durable des Ressources Naturelles (OI-REN) de renouveler

		<p>par le SEP-REDD</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la communication autour du mécanisme REDD+ en Côte d'Ivoire 	<p>ses instances en août 2017 tout en optant pour une formalisation de la plateforme.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les membres de l'OI-REN et le personnel du SEP-REDD+ ont bénéficié d'une formation sur les procédures des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et celles de l'Etat de Côte d'Ivoire en matière de gestion des projets et cela a contribué à l'amélioration de l'efficacité des interventions du programme ONU-REDD. • Des sessions de sensibilisation et d'information ainsi qu'une émission radio portant sur le mécanisme REDD+ ont permis de mobiliser davantage les parties prenantes (325 personnes) du département de Bouaké et d'avoir une prise de conscience accrue sur les gestes éco-citoyens. • Les membres de la Commission Nationale, du SEP-REDD+ et de la Société Civile ont pris une part active à la 23^{ème} Conférence des Parties (COP) sur le Climat permettant de renforcer le plaidoyer pour la mobilisation de partenariats et de ressources en faveur de l'agriculture zéro
--	--	--	---

			<p>déforestation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au total 13 rencontres ont été organisées dans le cadre de l'engagement multipartenaire autour de la REDD+. La participation des femmes aux différentes rencontres qui a fait l'objet d'un suivi pour la première fois en 2017, ce qui a permis de montrer un faible taux de participation (25%). • Une proportion similaire de femme a été constatée au sein du comité national REDD+ (22%), au sein de la SEP-REDD (30%) et du bureau exécutif de l'Observatoire Ivoirien pour la Gestion des Ressources Naturelles (OI-REN) (25%).
<p>Progrès vers l'extrait : Le soutien à l'organisation et à l'appui aux activités de la plateforme FLEGT/REDD+ de la société civile, ainsi que la mise en œuvre du Plan d'engagement des parties prenantes sur la REDD+ ont permis le renforcement de la participation et de l'engagement de la société civile et d'autres parties prenantes au processus REDD+.</p>			

Résultat 2 : Une stratégie nationale REDD+ est préparée, adoptée et prête à être mise en œuvre			
<input type="checkbox"/> Résultat accompli ;	<input checked="" type="checkbox"/> Sur la bonne voie pour réaliser ce résultat ;	<input type="checkbox"/> Retards minimes escomptés <input type="checkbox"/> Mesures correctives en place	<input type="checkbox"/> Retards importants escomptés <input type="checkbox"/> Mesures correctives en place
<p>Progrès sur la voie de la réalisation des résultats : La stratégie nationale a été élaborée avec la participation des structures techniques et autres acteurs nationaux y compris les organes statutaires de la CN-REDD+, et approuvée par le gouvernement ivoirien en conseil de ministres. Des formations et des échanges avec autres régions et experts ont été initiés et permettront son application durant 2018.</p>			

Extrant 1 : Analyse sur les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Document sur l'analyse des moteurs de déforestation et de dégradation des forêts disponible. 	<ul style="list-style-type: none"> Extrant obtenu courant 2016 	<ul style="list-style-type: none"> Extrant obtenu courant 2016 	<ul style="list-style-type: none"> Extrant obtenu courant 2016
<p>Évaluation vers les extrants :</p> <p>Extrant obtenu courant 2016</p>			

Extrant 2 : Définition et formulation des options stratégiques REDD+			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Etat de définition et de consensus sur des options stratégiques pour la REDD+ Capacité des parties prenantes clés pour construire un document de stratégie nationale aligné aux requis internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Absence de cadre d'options stratégiques (à l'exception de l'ébauche générale dans le R-PP) Absence d'analyse technique approfondie sur les différentes options stratégiques REDD+ de la Côte d'Ivoire Absence de capacités et de mécanismes pour le dialogue multipartenaire et de politique sur les options stratégiques REDD+ 	<ul style="list-style-type: none"> Appui au processus d'appropriation nationale de la stratégie nationale REDD+ par les acteurs nationaux y compris les organes statutaires de la CN-REDD+ Intégration de la REDD+ dans la planification nationale du développement et dans la prospective dans l'horizon 2040 à travers le développement de l'outil modélisation du modèle T21 de Millennium Institute Appui à la coopération bilatérale sud-sud entre la Côte d'Ivoire et le Costa Rica Missions de renforcement de capacité, d'échanges 	<ul style="list-style-type: none"> Des réunions organisées avec des structures techniques (SODEFOR, MINEF) ont permis de consolider la stratégie nationale REDD+ qui a été validée par les membres de la commission nationale REDD+. Les capacités de l'équipe nationale T21 (14 personnes) assurant la gestion de l'outil de planification élaboré en 2016 sont en train d'être renforcées, à travers l'appui d'un cabinet international recruté à cet effet. Le dialogue avec le Ministère du plan a permis la validation et la prise en compte de la REDD+ dans le document de politique et

		<p>d'expérience, participation aux évènements spécifique au niveau international y compris participation à la COP23</p> <ul style="list-style-type: none"> • • Une feuille de route pour la construction de la Stratégie nationale REDD+ est élaborée et adoptée par la SEPREDD. 	<p>la loi en matière d'aménagement du territoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des Partenaires Techniques et Financiers, la société civile, le secteur privé des pays participants à la COP23 à Bonn ont été informés de la vision de la Côte d'Ivoire en matière de REDD+ et du contenu de sa stratégie nationale REDD+. • A la suite d'une première visite de haut niveau de la Côte d'Ivoire au Costa Rica en septembre 2017, un document de projet de coopération Sud-Sud et triangulaire entre la Côte d'Ivoire, le Costa Rica et le PNUD a été développé et partagé avec différents donateurs potentiels. Les principaux domaines de coopération portent sur la stratégie REDD+ et la coopération internationale dans le secteur forestier. • Cet accord de coopération signé avec le Costa-Rica offre l'opportunité à la Côte d'Ivoire de s'approprier des bonnes pratiques de promotion de l'agriculture durable et de mieux maîtriser des instruments innovants comme les Paiements pour les Services
--	--	--	---

Progrès vers l'extrait : La définition et formulation des options stratégiques REDD+ est finalisée.

Extrait 3 : Construction de la Stratégie Nationale REDD+

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> • État de formulation de la Stratégie nationale REDD+ • Nombre de séances de haut niveau (ministérielle et/ou avec partenaires internationaux) sur les dimensions politiques REDD+ et la mobilisation financière 	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie nationale REDD+ absente • Task Force interministérielle sur la REDD+ récemment conçue, mais pas encore fonctionnelle • Absence du dialogue politique sur la REDD+ (en dehors les exercices autour de la consultation et la validation du R-PP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la mise en place et au fonctionnement de la plateforme de dialogue national sur l'agriculture zéro déforestation y compris la mobilisation et l'engagement des agro-industriels (appui du <i>Green Commodities Programme</i> du PNUD GCP, séance de travail et réunion) - • Appui aux filières agricoles (Palmier à Huile, Hévéa et Cacao) pour l'adaptation des documents stratégiques (Temps de travail GCP, réunion et séance de travail) • Renforcement des capacités des experts du SEP-REDD sur les "commodités vertes" et l'organisation des plateformes (Mission, formation, etc.) 	<p>Le dialogue avec les filières agricoles a été renforcé avec l'appui du <i>Green Commodities Programme</i> du PNUD qui s'est focalisé cette année sur l'engagement du secteur privé pour la mise en œuvre des Politiques et Mesures dans le cadre de l'agriculture zéro-déforestation de la Stratégie Nationale. En particulier les activités suivantes ont été réalisées:</p> <ul style="list-style-type: none"> - engagement du secteur privé sur la proposition du Green Climate Fund : (i) appui à la formulation de la proposition, (ii) obtention des cofinancements du secteur privé, (iii) appui à la révision de la proposition suite aux commentaires du GCF ; - préparation d'une note de discussion et de recommandations avec Mondelez sur le Cacao Ami de la Forêt afin de renforcer l'engagement du secteur privé

			<p>sur la Stratégie Nationale¹¹ ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du lien avec l'initiative « Cacao et Forêts » à travers le partenariat avec la <i>World Cocoa Foundation</i> ; - obtention de nouveau financement avec GIZ (100,000 EUR sur la Côte d'Ivoire) visant à appuyer la mise en œuvre de la stratégie Nationale REDD+ dans le cadre de l'agriculture zéro déforestation. <p>Au terme des réalisations 2.2 et 2.3, la Stratégie Nationale REDD+ a été finalisée et adoptée par le Gouvernement en Conseil des Ministres, le 03 novembre 2017¹². Cette version a été présentée à la COP 23 par Madame Anne Désirée OULOTO, Ministre de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable.</p>
<p>Progrès vers l'extrait : Extrait atteint. La Stratégie Nationale REDD+ a été approuvée ne conseil de ministres le 03 novembre 2017, et présentée à la COP 23 par Madame Anne Désirée OULOTO, Ministre de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable.</p>			

Extrait 4: Outils de mise en œuvre de la Stratégie nationale REDD+

¹¹<http://www.undp.org/content/gcp/en/home/library/reports/forest-friendly-cocoa-in-cote-divoire.html?download>

¹² Les documents sont disponibles à l'adresse suivante : <http://reddplus.ci/bibliotheques/documents/>

<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Etat de définition et d'analyse des options financières pour la REDD+ 	<ul style="list-style-type: none"> Extrant obtenu courant 2016 	<ul style="list-style-type: none"> Extrant obtenu en 2016 	Extrant obtenu en 2016
Progrès vers l'extrant : Extrant obtenu en 2016			

Extrant 5 : Elaboration d'un niveau de référence / niveau d'émission de référence (NR/NER)			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Qualité du processus d'élaboration du NR/NER 	<ul style="list-style-type: none"> La Côte d'Ivoire ne dispose pas de NRF/NERF pour la REDD+ 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour du Niveau des Emissions de Référence et des Forêts (NERF) Appui à la mise en commun du NERF et à l'Inventaire des gaz à effet de serre (I-GES) 	<ul style="list-style-type: none"> Le document de NERF a été soumis à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques en janvier 2017, révisé entre mars et novembre 2017 puis publié. La mise en cohérence des inventaires de gaz à effet de serre, du rapport biennal actualisé et du niveau de référence a été possible grâce à l'appui technique des experts de la FAO au processus MNV et à l'IGES AFAT. Dans ce contexte, faisant suite à une mission au siège de la FAO à Rome, tenue en 2016, un atelier de sensibilisation des parties prenantes nationales aux IGES, organisé en 2017, a permis de renforcer cette mise en cohérence.
Progrès vers l'extrant : Le NERF a été soumis à la CCNUCC en Janvier 2017 et révisé dans la période de mars à novembre 2017 puis publié. Il a été mis en cohérence avec les inventaires de gaz à effet de serre.			

Extrant 6 : Analyse spatiale des bénéfices multiples			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> L'analyse spatiale des bénéfices multiples prioritaires 	<ul style="list-style-type: none"> L'information disponible sur les bénéfices multiples n'a pas été analysée dans le contexte de la REDD+ et des options stratégiques 	<ul style="list-style-type: none"> Evaluation de la contribution des services écosystémiques forestiers à l'économie nationale Etude de cartographie des bénéfices multiples pour la planification spatiale de la REDD+ en Côte d'Ivoire 	L'étude relative à la cartographie des bénéfices multiples a été finalisée en décembre 2017 suite à une validation nationale. Cette étude qui a permis d'enrichir la stratégie nationale sera également d'utilité pendant la phase d'investissement de la REDD+.
Progrès vers l'extrant : L'évaluation des services écosystémiques avait été conclue en 2016, et la cartographie des bénéfices multiples a été finalisée en 2017.			

Résultat 3 : Un Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) alimenté par des FE et des DA préliminaires et relié au Système d'information sur les garanties (SIS) est conçu de manière transparente et les capacités nationales sont opérationnelles.			
<input type="checkbox"/> Résultat accompli ;	<input checked="" type="checkbox"/> Sur la bonne voie pour réaliser ce résultat ;	<input type="checkbox"/> Retards minimes escomptés <input type="checkbox"/> Mesures correctives en place	<input checked="" type="checkbox"/> Retards importants escomptés <input checked="" type="checkbox"/> Mesures correctives en place
Progrès sur la voie de la réalisation des résultats :			
La collecte des données pour la production des facteurs d'émission a été réalisée et les données d'activité sont disponibles et alimentent déjà le SNSF. La conception du Système d'Information sur les garanties a débuté en 2017 et sa construction doit encore continuer.			

Extrant 1 : Les parties prenantes sont formées sur les méthodes de collecte et de suivi des DA et FE			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Le nombre de formations dans le cadre du développement du SNSF 	<ul style="list-style-type: none"> Les capacités nationales ne sont pas suffisantes et les OSC ne sont pas impliquées dans le 	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnement de la cellule SIG/Téledétection 	Le fonctionnement de la cellule S&MNV a été assuré à travers la prise en charge des techniciens de cette cellule et la mise à

<ul style="list-style-type: none"> Le nombre de bénéficiaires des formations 	<p>suivi des forêts au niveau national</p> <ul style="list-style-type: none"> Les appuis techniques internationaux et nationaux pour le développement du processus REDD+ en général et pour le développement du SNSF en particulier sont occasionnels et leur financement n'est pas sécurisé 	<ul style="list-style-type: none"> Formation des structures nationales à l'utilisation des outils développés pour le MNV et les processus méthodologiques 	<p>disposition d'équipements et de fournitures de bureau.</p> <p>Les capacités de la cellule S&MNV sont renforcées pour la mise en œuvre des trois piliers du SNSF. Les formations ont porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'utilisation du logiciel R pour le traitement des données d'inventaire forestier ; le traitement d'images RADAR et de séries temporelles denses pour mettre au point un système d'alerte pour la surveillance des forêts.
<p>Progrès vers l'extrant : La cellule S&MNV est opérationnelle. L'expertise des techniciens de la cellule est renforcée et le laboratoire est aménagé.</p>			

Extrant 2 : Les DA et FE existants sont compilés dans des bases de données			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> Les données (FE et DA) disponibles dans le pays et leurs propriétaires sont identifiés Le nombre d'accord de partage de données établi et le nombre d'institutions / organismes impliqués L'exhaustivité et la qualité des DA et FE existants dans le pays 	<ul style="list-style-type: none"> Les données (FE et DA) sont actuellement dispersées dans les différentes institutions / organismes et aucun état des lieux précis n'est disponible Aucun accord bilatéral de partage des données n'est actuellement officialisé en ce qui concerne les institutions / organismes impliqués dans les activités liées au développement du SNSF 	<ul style="list-style-type: none"> Formation sur la gestion des données (formats, types de données, désignation de points focaux dans les structures) 	<p>Les données sur les Facteurs d'Emission (FE) obtenues à partir de l'inventaire de biomasse forestière réalisé en collaboration avec la SODEFOR sont compilées dans une base de données unique disponible au SEP REDD+.</p> <p>Les cartes de l'évolution du couvert forestier entre 1986 et 2015 ont été élaborées et sont disponibles au sein de la cellule S&MNV du SEP-REDD+, dans</p>

disponibles dans les bases de données	<ul style="list-style-type: none"> • Un MoU est en cours de validation concernant le projet de Surveillance Spatiale des Terres dans le cadre du soutien de l'AFD/C2D • Aucune base de données ne centralise actuellement les DA et FE dans le pays 		<p>une base de données créée à cette fin. Le rapport de ce travail est disponible¹³.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ces données ont servi à l'élaboration du niveau de référence pour les forêts et permis également au pays de disposer de données forestières de base pour la REDD+.
<p>Progrès vers l'extrait : le SEP REDD+ a pu obtenir l'engagement des structures nationales à contribuer au développement de ces outils et à la mise à disposition des données (en fonction de leur degré d'accessibilité) pour leur fonctionnement.</p>			

Extrait 3 : Des DA et FE préliminaires sont établis selon les besoins identifiés par le SEP REDD+			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Les besoins en données (FE et DA) complémentaires sont analysés, identifiés et approuvés par le SEPREDD+ • Le nombre de données (FE et DA) préliminaires établis suite aux études / mesures / analyses selon les collectes de données complémentaires menées • La qualité et la transparence de l'IGES 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune analyse des besoins en données (FE et DA) n'a été réalisée • Aucune donnée de qualité n'est disponible actuellement auprès de la SEPREDD 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour de la carte d'occupation du sol de 2015 et 2016 • Compilation et traitement des données de biomasse forestière collectées. • Appui à l'élaboration de la méthodologie et à la réalisation de l'inventaire forestier national • Monitoring de l'occupation du 	<ul style="list-style-type: none"> • Un appui technique des experts de la FAO a permis de former le personnel de la cellule S&MNV à l'utilisation et au traitement des images radar. La mise à jour est en cours et sera finalisée en 2018 • 6 étudiants ont été recrutés pour la saisie des données et l'activité est finalisée • Des méthodologies pour le suivi de l'occupation du sol dans les

¹³ <http://www.fao.org/documents/card/fr/c/aa3ef3f2-e2fc-47ad-b028-e6101c8f5503/>

		<p>sol dans les hotspots de déforestation avec des images de haute résolution et le drone</p> <ul style="list-style-type: none"> • Monitoring des forêts à haut stocks de carbone • Création d'un outil de suivi et d'alertes précoce de la déforestation. 	<p>hotspots de déforestation et dans les forêts à haut stock de carbone ont été élaborées par la cellule SMNV. L'activité est en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un système d'alerte précoce de la déforestation basé sur l'utilisation des images radar est en développement. • Un appui a été apporté pour le développement d'une expérimentation de la mise en place d'une surveillance communautaire dans la région de la Mé (mise en œuvre prévue pour 2018).
<p>Progrès vers l'extrait : La collecte de FE a été finalisée et les DA sont en cours d'amélioration. Les FE et les DA seront utilisés pour compléter la prochaine communication nationale, le BUR et la resoumissions du NERF.</p>			

Extrait 4 : L'entretien et le fonctionnement du géo-portail pour le SNSF sont assurés			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Le portail pour le SNSF est opérationnel et alimenté par des données • Un technicien est recruté pour assurer son entretien et son fonctionnement 	<ul style="list-style-type: none"> • La Cote d'Ivoire n'a pas de géo-portail pour le SNSF 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'objectif annuel assigné 	<p>Lors de la 2^{ème} réunion du comité de pilotage 2016, il a été décidé de retirer cette activité du plan de travail car elle est déjà couverte techniquement et financièrement par l'AFD</p>
<p>Progrès vers l'extrait : NA</p>			

Extrant 5 : Un Système d'Information sur les Sauvegards (SIS) alimenté par des données préliminaires est conçu et intégré au SNSF			
<i>Indicateurs de résultats</i>	<i>Base de référence</i>	<i>Objectif annuel</i>	<i>Progrès vers l'objectif</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Un SIS préliminaire est opérationnel • Un sommaire initial de l'information sur toutes les sauvegards de Cancún est disponible 	<ul style="list-style-type: none"> • Le SIS se basera sur les données provenant de l'EESS conduite par la Banque Mondiale et sur l'analyse des avantages multiples 	<ul style="list-style-type: none"> • Etude pour la mise en place de système d'Information sur les Sauvegards • Renforcement des capacités et engagement des parties prenantes sur le système d'Information des sauvegards • Appui à la participation du SEP REDD à la COP 23 • Activité de communication 	<ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration du Système d'Information sur les Sauvegards a démarré avec un atelier de lancement en juin 2017. • Un groupe de travail fonctionnel a été mis en place en novembre 2017. • L'analyse des risques et bénéfices a été conclue et des consultations sur la clarification des garanties de la CCNUCC réalisées. • Un représentant du SEP-REDD a participé à la COP-23 à Bonn. • Etant une action consécutive aux trois autres piliers de la REDD+, le SIS sera finalisé en Avril 2018.
<p>Progrès vers l'extrant : Le SIS venant en dernier terme et devant être alimenté par d'autres activités en cours, il a été juste initié en 2017 et sera finalisé en 2018.</p>			

5. Cadre de Varsovie pour la REDD+ et décisions connexes de la CCNUCC

5.1 Stratégie nationale ou Plan d'action national

Soutenu par (choisissez tout ce qui s'applique et donnez les noms d'autres sources) : <input checked="" type="checkbox"/> Programme national ; <input type="checkbox"/> Soutien ciblé ; <input checked="" type="checkbox"/> Autre Source ; <input type="checkbox"/> Sans objet
Des réunions organisées avec des structures techniques (SODEFOR, MINEF) ont permis de consolider la stratégie nationale REDD+ qui a été validée par les membres de la commission nationale REDD+. La Stratégie Nationale REDD+ a été finalisée et adoptée par le Gouvernement en Conseil des Ministres, le 03 novembre 2017. Cette version a été présentée à la COP 23 par Madame Anne Désirée OULOTO, Ministre de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable.

Indicateur	✓	Descriptif (sélectionnez tout ce qui s'applique)	Veillez fournir une brève description de la raison de la sélection ainsi qu'un moyen ou une source de vérification
Est-ce que le pays dispose d'une Stratégie nationale ou d'un plan d'action national pour la REDD+ ?		Pas encore démarré	La Stratégie Nationale REDD+ a été adoptée par le Gouvernement en Conseil des Ministres, le 03 novembre 2017 http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129
		En cours de conception	
		Projet, en cours de délibération	
	✓	Adopté	
		Lien de la SN/du PA fourni sur le centre d'information de la plateforme web REDD+ de la CCNUCC	
		Application en phases initiales	
		Application totale de la SN/du PA	
Niveau d'achèvement de stratégies nationales et/ou plans d'action nationaux REDD+.	✓	La SN et le PA identifient, évaluent les causes directes et sous-jacentes de la déforestation et de la dégradation de la forêt, ainsi que les obstacles aux activités « plus » (+) ¹⁴ et établissent des priorités entre eux, sur la base d'analyses robustes.	L'analyse des moteurs de la déforestation et de la dégradation est finalisée
	✓	La SN et le PA proposent un ensemble de politiques et de mesures cohérent et coordonné pour la REDD+ qui est adapté aux causes et aux obstacles et axé sur les résultats et faisable.	Chaque option stratégique s'articule autour des objectifs spécifiques qu'elle vise et d'une série de politiques et mesures pour les atteindre par le biais des objectifs et activités faisables. http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129

¹⁴ Les activités (+) dans le contexte de la REDD+ font référence à la conservation des stocks de carbone forestier, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier.

			divoire/?wpdmdl=8129
	✓	La SN et le PA précisent la portée et l'ampleur du FREL/FRL, en prenant en compte les circonstances nationales.	Le NREF validé prend en compte les 6 axes stratégique de la SN, ce NREF est construit au niveau national et pour la même période le SN. http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129
	✓	La SN et le PA définissent les accords institutionnels pour la mise en œuvre de la REDD+, y compris les mesures de gouvernance, la supervision participative et la coordination intersectorielle.	Dans le cadre de la stratégie nationale REDD+ le gouvernement a signé des accords institutionnels avec différents structures privés du secteur agricoles notamment Mondelez et Cemoi. Ainsi un protocole d'accord a été signé avec le Ministère de l'environnement du Costa Rica. http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129
Mesure dans laquelle la SN et le PA incorporent les principes d'inclusion sociale et d'égalité entre les genres.	✓	La SN et le PA sont élaborés par le biais d'un processus de dialogue et consultation sensible au genre et participatif impliquant plusieurs parties prenantes.	Les parties prenantes impliquées dans le processus REDD+ sont : les communautés locales, la société civile, le media, le secteur privé, les centres de recherches, les PTF, l'administration publique, les autorités traditionnelles et les élus locaux. Ces différentes parties prenantes sont impliquées dans le processus de dialogue et élaboration de la stratégie nationale à travers les séances d'information et de consultation sur des thématiques spécifiques. La société civile est composée entre autres d'organisations de jeunesse, de femmes qui participent activement aux réflexions
	✓	Les politiques et mesures proposées pour la REDD+ intègrent les actions sensibles au genre.	Les aspects de genres ont été considérées dans le développement de la stratégie nationale REDD+ et ses politiques et mesures http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129
	✓	Les politiques et mesures proposées pour la REDD+ prennent en compte la réalisation des droits fonciers et de la propriété (le cas échéant), ainsi que les priorités de développement des peuples autochtones et des communautés locales.	La réalisation des droits fonciers et les priorités des peuples autochtones et de communautés locales sont pris en compte dans les politiques et mesures proposés par la SN http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129

			divoire/?wpdmdl=8129
Niveau d'ancrage de la SN et du PA dans la politique de développement national et dans le tissu institutionnel.	✓	La coordination interministérielle pour l'action REDD+ est efficace.	<p>La Task Force interministérielle sur la REDD+ est fonctionnelle. Les ministères clés ont été régulièrement informés sur le processus et impliqués dans l'élaboration de la SN à travers les groupes thématiques.</p> <p>La Coordination Nationale REDD+ et le Comité Technique Interministériel ont été officiellement mise en place en 2016, et ont fonctionné pendant 2017.</p> <p>http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129</p>
	✓	L'approbation de la SN et du PA a été obtenue à un niveau politique élevé, au-delà de l'agence ou du ministère chargé du processus de préparation à la REDD+.	<p>La Stratégie Nationale a été approuvée en Conseil de Ministres</p> <p>http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129</p>
	✓	Les actions ou objectifs de la REDD+ sont ancrés dans le plan ou la politique du pays en matière de développement durable.	<p>Le dialogue avec le Ministère du plan a permis la validation et la prise en compte de la REDD+ dans le document de politique et la loi en matière d'aménagement du territoire.</p> <p>http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129</p>
	✓	Des éléments indiquent que les ministères et agences en dehors des secteurs des forêts et de l'environnement s'engagent à appliquer les politiques et les mesures REDD+.	<p>Les consultations et participations actives des différents ministères dans plusieurs composantes du processus REDD+, et notamment dans le comité interministériel et dans le conseil de ministres, indiquent leur engagement.</p> <p>http://reddplus.ci/download/strategie-nationale-redd-cote-divoire/?wpdmdl=8129</p>
		Les accords de financement pour le début de la mise en œuvre de la SN et du PA (ou pour la canalisation des financements basés sur les résultats) ont été conçus.	

5.2 Système d'information sur les garanties

Soutenu par (choisissez tout ce qui s'applique et donnez les noms d'autres sources) : <input checked="" type="checkbox"/> Programme national ; <input type="checkbox"/> Soutien ciblé ; <input type="checkbox"/> Autre Source ; <input type="checkbox"/> Sans objet
L'élaboration du Système d'Information sur les Sauvegardes a démarré avec un atelier de lancement en juin 2017. Un groupe de travail fonctionnel a été mis en place en novembre 2017. Le SIS sera finalisé au premier trimestre 2018.

Indicateur	✓	Descriptif (sélectionnez tout ce qui s'applique)	Veillez fournir une brève description de la raison de la sélection ainsi qu'un moyen ou une source de vérification.
Le pays dispose-t-il d'un Système d'information sur les garanties (SIS) qui offre des informations sur la manière dont les garanties de Cancun sont prises en compte et respectées dans toute la mise en œuvre des actions REDD+ ?	✓	Non	Compte tenu de l'évolution des effectifs et de la structure de gouvernance REDD+ en 2017, le travail de base pour la conception du SIS a été reporté au second semestre. La conclusion des éléments de conception du SIS est attendue pour avril 2018. La planification du Sommaire de l'information a débuté en 2017 et une présentation est prévue pour 2018.
	✓	Objectifs déterminés du SIS	
		Besoins en informations et structure du système d'information sur les garanties déterminés.	
	✓	Systèmes d'information existants et sources évaluées.	
		Le SIS est conçu sur la base de systèmes d'information existants et nouveaux ainsi que sur des sources clairement exprimées dans un document avalisé par le gouvernement national.	
		Le SIS est fonctionnel et conçu sur la base de systèmes d'information existants et nouveaux ainsi que sur des sources clairement exprimées dans un document avalisé par le gouvernement national.	
Niveau d'achèvement de la conception de l'approche nationale pour la prise en charge des garanties sociales et environnementales pour la REDD+	✓	S'aligne sur la SN/le PA, en couvrant les avantages et les risques sociaux et environnementaux des politiques et mesures pour la REDD+ envisagées par les pays.	Le Groupe de Travail sur les Garanties a identifié les avantages et risques sociaux et environnementaux lors d'un atelier en novembre 2017
	✓	Définit les politiques, lois et réglementations spécifiques, ainsi que d'autres mesures, pour la prise en charge des avantages et risques identifiés.	L'analyse des politiques, lois, et règlements a constitué la base des consultations sur la clarification des Garanties de Cancun en décembre 2017.
		Dispose d'accords institutionnels et/ou de capacités pour la mise en œuvre de ces politiques, lois et réglementations et pour le suivi des garanties REDD+.	NA
		Offre des informations de manière transparente sur la manière	NA

		dont les garanties sont respectées et prises en charge.	
--	--	---	--

5.3 Niveaux d'émission de référence pour les forêts / Niveaux de référence pour les forêts

Soutenu par (choisissez tout ce qui s'applique et donnez les noms d'autres sources) : <input checked="" type="checkbox"/> Programme national ; <input type="checkbox"/> Soutien ciblé ; <input checked="" type="checkbox"/> Autre Source ; <input type="checkbox"/> Sans objet
Le document de NRF de la Côte d'Ivoire, élaboré avec les parties prenantes nationales pertinentes et adopté lors d'un atelier national, a été soumis à la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique en janvier 2017. Ce document intègre les données de l'analyse des moteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts et de l'inventaire de la biomasse forestière. Le processus d'évaluation technique est finalisé et une version finale, prenant en comptes les observations/recommandations du Comité d'évaluation technique est disponible ainsi que le rapport d'évaluation.

Indicateur	✓	Descriptif (sélectionnez tout ce qui s'applique)	Veillez fournir une brève description de la raison de la sélection ainsi qu'un moyen ou une source de vérification
Le pays dispose-t-il d'un FREL/FRL ?		Pas encore démarré	Le pays dispose d'un NRF validé au niveau national et au niveau international par les experts de la CCNUCC http://redd.unfccc.int/files/rci_nrf_ccnucc_2017.10.15.pdf
		Phase de renforcement des capacités	
		Phase de construction préliminaire	
		Phase de construction avancée ¹⁵	
	✓	Première version de la soumission rédigée	
	✓	Soumise à la CCNUCC	
Robustesse des soumissions FREL/FRL	✓	Soumission transparente, complète, cohérente et aussi exacte que possible, permettant la reconstruction des FREL/FRL soumis.	Les différents éléments (données, méthodes, feuilles de calcul, etc.) utilisées pour la construction du NRF sont disponibles .
	✓	Comprend les réservoirs et gaz et les activités REDD+ (portée) et la justification de toute omission de réservoirs et/ou activités importants.	Les réservoirs de biomasse aérienne, biomasse souterraine, bois mort et litière ont été pris en compte. Seul le carbone organique du sol a été exclu en raison du manque d'informations et de l'incohérence ou manques de transparence des sources.
	✓	Justifie la mesure dans laquelle la soumission correspond aux versions précédente de l'inventaire de gaz à effet de serre.	Une mise en cohérence entre l'IGES et le BUR a été réalisé pour ce qui concerne la 3ème Communication nationale et le BUR 1. Cependant il y a quelques différences avec les IGES précédents notamment en ce qui concerne la définition de la forêt qui a été modifié dans le code forestier de juillet 2014.
	✓	Comprend les détails de la définition de la forêt utilisée et les circonstances nationales.	Le NRF comprends les détails de la définition de la forêt en lien avec le code forestier et la stratégie nationale REDD+.

¹⁵ Éléments FREL/FRL définis ou à un stade avancé (portée, ampleur, définition de forêt, méthodologie et compilation des données).

			https://1drv.ms/b/s!AmRJ_eqaQcEH6ngKau6kgWe80Xsj
	✓	Définit la zone géographique couverte par les FREL/FRL (ampleur).	Le NRF soumis est national et cela afin de tenir compte des fuites éventuelles

5.4 Système national de surveillance des forêts

Soutenu par (choisissez tout ce qui s'applique et donnez les noms d'autres sources) : <input checked="" type="checkbox"/> Programme national ; <input checked="" type="checkbox"/> Soutien ciblé ; <input checked="" type="checkbox"/> Autre Source ; <input type="checkbox"/> Sans objet
Les capacités nationales pour la mise en œuvre et l'opérationnalisation du système national de surveillance des forêts ont été renforcées par au moins trois formations octroyées à des parties prenantes appartenant à différentes institutions.
Différentes méthodologies pour la cartographie et le suivi de la déforestation ont été élaborées et testées ; les capacités pour la réalisation des inventaires forestiers nationaux sont disponibles et un système d'alerte précoce de la déforestation intégré au SNSF est en développement.

Indicateur	✓	Descriptif (sélectionnez tout ce qui s'applique)	Veillez fournir une brève description de la raison de la sélection ainsi qu'une source de vérification.
Le pays dispose-t-il d'un SNSF?		Non	<p>Une équipe de spécialiste en SIG, Télédétection et Inventaire forestier est basée au SEP REDD+ et travaille en étroite collaboration avec les structures en charge de la gestion des forêts, de la cartographie nationale et des inventaires de GES dans le cadre du SNSF.</p> <p>Des mises en cohérence entre les données, méthodes de collecte et de traitement des données des différentes institutions sont en cours.</p>
		Phase de renforcement du système de surveillance des forêts	
		Phase de construction préliminaire	
	✓	Phase de construction avancée ¹⁶	
	✓	Production d'informations préliminaires pour le suivi et la surveillance, notification et vérification (MNV) par le SNSF	
	✓	SNSF institutionnalisé et produisant un suivi et la MRV de la REDD+ (système de suivi des terres par satellite, inventaire des forêts nationales, inventaires des gaz à effet de serre)	
Niveau d'achèvement du SNSF dans les pays soutenus par l'ONU-REDD	✓	Le SNSF comprend un système de suivi des terres par satellite (SSTS)	<p>Le SNSF a été développé autour des différents piliers, à savoir SSTS, IFN, IGES et Surveillance et permet l'estimation des émissions de gaz à effet de serre forestiers anthropiques par source, l'absorption par les puits, des stocks de carbone forestier et l'évolution des zones forestières (voir document les documents ci-dessous dont celui sur le NERF)</p> <ul style="list-style-type: none"> - NERF: http://redd.unfccc.int/files/rci_nrf_ccnucc_2017.10.15.pdf - SSTS : http://www.fao.org/3/a-i8047f.pdf - IFN : http://www.fao.org/3/a-i8019f.pdf
	✓	Le SNSF inclut un inventaire forestier national (IFN)	
	✓	Le SNSF inclut un inventaire national des gaz à effet de serre (IGES)	
	✓	Le SNSF convient à l'estimation des émissions de gaz à effet de serre forestiers anthropiques par source et du retrait par le biais de puits, des stocks de carbone forestier et de l'évolution des zones forestières du fait de la mise en œuvre d'activités REDD+,	

¹⁶ Éléments du SNSF à un stade avancé (système de suivi des terres par satellite, inventaire des forêts nationales, inventaires des gaz à effet de serre).

✓	Le SNSF est conforme aux orientations et directives du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC),		Il a été développé conformément aux lignes directrices du GIEC et respecte les principes de transparence, Exhaustivité, Cohérence, Comparabilité, Exactitude. A cet effet, un Géoportail est disponible pour donner accès à toutes les informations produites par le SNSF
	Le SNSF permet d'évaluer différents types de forêts dans le pays, y compris les forêts naturelles.		N/A

6. Versements financiers

Résultats du programme	Organisation des NU	Dépenses (réel) annuelles pour jan – déc 2017 ¹⁷	Dépenses prévues pour jan – déc 2017 ¹⁸	Dépenses prévues pour 2018 ¹⁹
Résultat 1 : La coordination et l'implication des parties prenantes sont renforcées	FAO	217 266	311 780	67 000
	PNUD	19 479	94 000	2 000
	PNUE	-	-	-
Sous-total		221 041	405 780	69 000
Résultat 2 : Une stratégie nationale REDD+ est préparée, adoptée et prête à être mise en œuvre	FAO	10 859	34 000	46 000
	PNUD	258 439	212 973	27 054
	PNUE	-	-	-
Sous-total		273 135	246 973	73 054
Résultat 3 : Un SNSF alimenté par des FE et des DA préliminaires et relié au SIS est conçu de manière transparente et les capacités nationales sont opérationnelles	FAO	166 854	182 232	42 000
	PNUD	-	-	-
	PNUE	47 020	158 367	111 348
Sous-total		224 921	340 599	153 348
Frais de soutien indirects (7 % GMS)	FAO	27 649	36 961	10 850
	PNUD	-	21 488	-
	PNUE	3 291	11 086	7 794
Frais de soutien indirects (Total)		30 882	69 535	18 644
FAO (Total) :		422 628	564 973	165 850
PNUD (Total) :		277 918	328 461	29 054
PNUE (Total) :		50 311	169 453	119 142
TOTAL :		749 979	1 062 886	314 046

¹⁷ La somme des engagements et des décaissements pour 2017

¹⁸ Comme l'indique le plan de travail annuel pour 2017.

¹⁹ Comme l'indique le plan de travail annuel pour 2018

7. Gestion adaptable

7.1 Retards et actions correctives

Quels ont été les retards/obstacles rencontrés au niveau national ? [150 mots]
Au cours de la mise en œuvre, la mauvaise gouvernance des ressources financières ont amené la Banque mondiale (un des partenaires du mécanisme REDD+ en Côte d'Ivoire) à demander un audit. A l'issue de cet audit, le coordonnateur et quelques membres de l'équipe SEP-REDD ont été démis de leur fonction et poste de servie. Ce retrait a occasionné un retard, le temps de réorganiser le SEP-REDD avec la nomination d'un nouveau coordonnateur.
Est-ce que ces retards/obstacles ont été soulevés et/ou ont fait l'objet d'une discussion lors des réunions du Comité directeur du Programme ? [150 mots]
<input checked="" type="checkbox"/> Oui ; <input type="checkbox"/> Non Les obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre du programme national ONU-REDD ont fait l'objet de la convocation d'une réunion extraordinaire du Comité de Pilotage en mai 2017.
Quels sont les retards/obstacles anticipés en ce qui concerne leur impact sur le Programme national ? [150 mots]
Les activités sur le Système d'Information sur les Sauvegardes (SIS) vont connaître un retard au regard de l'évolution des autres activités qui sont préalables et nécessaires pour le SIS. Pour y remédier, la structure en charge (le Centre Suisse de Recherche Scientifique) en collaboration avec le Spécialiste EES, a proposé un nouveau planning d'activité. Cette planification prévoit la fin des activités au plus tard le 18 avril 2018.
Comment est-ce que ces retards/obstacles sont pris en compte ? [150 mots]
La réorganisation de la structure, le renforcement de l'équipe de mise en œuvre (y compris l'assistance technique), la révision du PTBA et une extension du programme national (jusqu'en avril 2018), ont été les solutions adoptées. Des réunions périodiques sont organisées pour un suivi rapproché des activités restantes

7.2 Opportunités et partenariats

Sur la période de notification, des opportunités, inconnues lors de la conception du programme, capables de contribuer à l'avancer des efforts sur la REDD+ se sont-elles présentées ? [150 mots]
Le PNUD, en collaboration avec la FAO et le PNUE, et les partenaires locaux, ont désigné une proposition pour le Green Climate Fund, concernant l'agriculture zero déforestation, dont l'approbation devrait arriver courant 2018. Le PNUE, en collaboration avec les partenaires locaux, y compris le SEPREDD, a conçu un projet à soumettre au Fonds pour l'Environnement Mondial concernant des espaces protégés et des mangroves, dont l'approbation devrait arriver courant 2018, et qui rentrera aussi en synergie avec la REDD+. L'Initiative Cocoa & Forest, initié par les plus grandes entreprises mondiales consommatrices du cacao, a été aussi lancé en 2007, lors de la COP23, et concerne une culture du cacao plus respectueuse des forêts, et leur reconstitution. Cette initiative ne se fera pas sans remplir les critères et conditions de la REDD+. Le gouvernement de la Norvège finance les régions membres du Governors Climate and Forest Taskforce (GCFT), dont la Province de Cavally et celle du Bélier en Côte d'Ivoire, pour le développement de la REDD+ et des projets à faibles émissions de GES, d'un point de vue juridictionnel. En 2017, la Norvège a décidé que le PNUD gère ces fonds (24M\$), dont une partie pourra être investie en Côte d'Ivoire moyennant un appel à projets compétitif durant 2018.
Comment est-ce que ces opportunités sont incorporées dans les travaux du Programme national ? [150 mots]

Ces opportunités vont servir surtout à initier la phase d'investissement et à sécuriser et mettre en valeur les acquis de la Côte d'Ivoire en termes de ressources humaines capacités, de consensus, de normatives, de structures, qui vont rassurer ces investisseurs et des nouveaux à venir.

8. Soutien ciblé

Si le pays a reçu un Soutien ciblé au cours de la période de notification, veuillez décrire la manière dont cela a complété le Programme national et a contribué à l'avancée du processus de préparation dans le pays.

Récapitulatif du soutien ciblé : [100 mots]

Le pays n'a pas reçu de Soutien ciblé en 2017. Par contre, la Cote d'Ivoire a bénéficié d'une assistance technique du Programme ONU-REDD pendant cette période (TA2017).